

CTB



Ministère de l'Hydraulique et de
l'Assainissement

**RAPPORT DES
RESULTATS 2013
PROGRAMME D'HYDRAULIQUE
VILLAGEOISE ET PASTORALE DANS LA
REGION DE DOSSO – PHASE II – PHVP II**

ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES)	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	6
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	6
2 MONITORING DES RESULTATS	7
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	7
2.1.1 <i>Contexte général</i>	7
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	7
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	7
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	7
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	7
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	7
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	8
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	8
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	9
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	9
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	9
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	9
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	10
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	10
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	10
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	10
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	11
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	11
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	12
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	12
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	12
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
2.7 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	13
2.7.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	13
2.7.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	13
2.7.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
2.8 THEMES TRANSVERSAUX.....	14
2.8.1 <i>Genre</i>	14
2.8.2 <i>Environnement</i>	14
2.8.3 <i>Economie sociale et solidaire</i>	14
2.9 GESTION DES RISQUES.....	15
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	16
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	16
3.2 RECOMMANDATIONS.....	16

3.3	ENSEIGNEMENTS TIRES.....	16
4	ANNEXES.....	17
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	17
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	21
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	22
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	24

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Hydraulique Villageoise et Pastorale Phase II – PHVP II
Code de l'intervention	NER 12 034 11
Localisation	Départements de Dogondoutchi et Tibiri
Budget total	6 744 000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
Date de début de la Convention spécifique	13 Mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	1 ^{er} Juillet 2013
Date prévue de fin d'exécution	30 juin 2017
Date de fin de la Convention spécifique	30 Juin 2018
Groupes cibles	Les populations des dix (10) communes des départements de Dogondoutchi et de Tibiri, les services techniques déconcentrés du MH/A, les AUSPE, les CGPE, les artisans, les CVS
Impact	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables de la région de Dosso en appuyant le gouvernement du Niger dans la mise en œuvre de sa politique en matière d'eau et d'assainissement
Outcome	Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri bénéficient d'un accès accru aux infrastructures de base d'alimentation en eau potable villageoise et pastorale, d'hygiène et d'assainissement
Outputs*	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'eau potable réalisées dans le cadre du PHVP II 2. Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'assainissement réalisées dans le cadre du PHVP II 3. Les capacités des acteurs institutionnels régionaux et locaux sont renforcées 4. Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales adoptent des comportements appropriés en matière de gestion de l'eau et de pratiques d'hygiène 5. Les leçons apprises sont capitalisées et le dispositif de suivi évaluation est mis en œuvre
Année couverte par le rapport	2013

* Il s'agit des « outputs » définis lors de la « baseline » mais qui doivent encore être approuvés par la SMCL

1.2 Exécution budgétaire

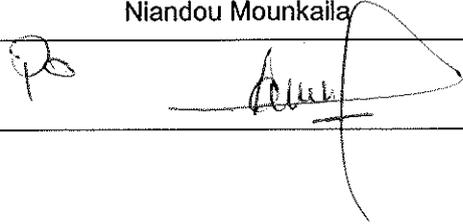
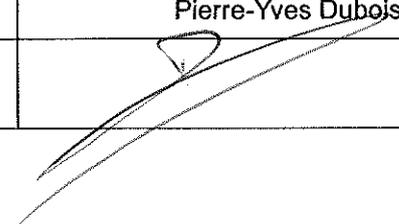
	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	6 744 000	0	168 865,27	6 575 134,73	2,5 %
Output 1	3 899 312	0	0	3 899 312	0 %
Output 2	347 256	0	0	347 256	0 %
Output 3	458 400	0	57 048,10	401 351,9	12,4 %
Output 4	343 272	0	0	343 272	0 %
Output 5	60 000	0	0	60 000	0 %
Moyens généraux	1 464 200	0	111 817,17	1 352 382,83	7,6 %
Réserve budgétaire	171 560	0	0	171 560	0 %

1.3 Autoévaluation de la performance

Le programme étant toujours dans sa phase de démarrage, il n'est pas possible pour le moment d'évaluer la performance sur quel critère que ce soit.

La phase II du programme fait suite à la phase I (2006 – 2011) qui couvrait l'ensemble des départements de la région de Dosso.

La phase I du PHVP a fait l'objet d'une évaluation finale réalisée en 2011. L'évaluation a montré que la poursuite de l'intervention par une nouvelle phase revêtait tout son sens, afin de pérenniser les acquis, renforcer le secteur et capitaliser sur la thématique eau et assainissement en milieu rural et pastoral. Pour que le programme gagne en efficacité, il a été recommandé que la phase II se concentre sur un nombre plus réduit de départements, en ciblant prioritairement les zones les plus défavorisées : les départements de Dogondoutchi et Tibiri.

Fonctionnaire exécution nationale Niandou Mounkaila	Fonctionnaire exécution CTB Pierre-Yves Dubois
	

2 Monitoring des résultats

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

L'ancien Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement (MHE) a été scindé en deux nouveaux Ministères : le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MH/A) et le Ministère de l'Environnement. C'est le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement qui hérite de la gestion du programme.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, héritant donc de la cogestion du programme, demeure l'ancrage institutionnel à même de piloter l'intervention compte tenu de la nature des activités à mener et des résultats attendus.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'organigramme du PHVP II présenté dans le DTF a évolué : la direction de l'UGP revient à un Représentant National rendant compte directement à la SMCL (il était initialement prévu que la direction de l'UGP soit assurée à mi-temps par le Directeur régional de l'Hydraulique de Dosso).

La date de démarrage effective du projet est le 1^{er} juillet 2013.

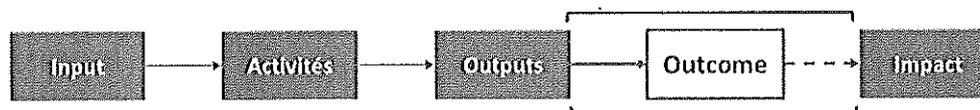
Le responsable national et les deux points focaux ont été désignés par l'Arrêté N°0150/MH/E/DGH/DRH du 10 juillet 2013.

L'Assistant Technique International est entré en fonction le 15 novembre 2013.

2.1.4 Contexte HARMO

Plusieurs cadres de concertation (cadre de concertation régionale, regroupant les PTF et les services déconcentrés, cadre de concertation régional regroupant uniquement les PT, cadre de concertation national PTF et MH/A) existent afin de faciliter la coordination des interventions dans la région.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri bénéficient d'un accès accru aux infrastructures de base d'alimentation en eau potable villageoise et pastorale, d'hygiène et d'assainissement					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Taux d'accès Théorique (PNAEPA)	60,2 %	-	-	-	64,2 %
Taux de couverture géographique (PNAEPA)	79,6 %	-	-	-	89,6 %

Taux d'accès à l'assainissement individuel	Enquête ménage	-	-	-	-
Pour les femmes, diminution de la pénibilité de la corvée d'eau	A déterminer	-	-	-	-
Diminution du taux de maladies d'origine hydrique (indicateur Ministère de la Santé)	0	-	-	-	-
Nombre d'ouvrages réalisés dans des conditions difficiles (dont puits pastoraux dans le Nord)	0	-			20
Nombre d'emplois créés par l'intermédiaire du programme (dont emplois strictement liés au programme, et emplois pérennisés)	0	-	7	7	40

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le programme étant toujours dans sa phase de démarrage, il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés ni d'évoquer les difficultés rencontrées.

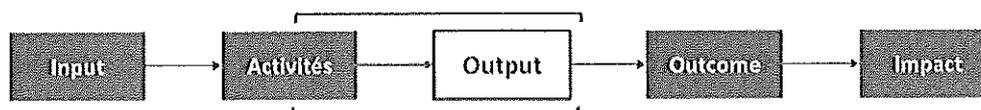
2.2.3 Impact potentiel

Le cadre logique initial du projet était très orienté « produits » et focalisé sur la réalisation d'ouvrages (eau potable et assainissement). Le nouveau cadre logique a quant à lui été conçu de manière participative et collaborative au niveau national et régional, et met davantage l'accent sur les effets et les changements observables, notamment les changements de comportement des bénéficiaires.

Suite à la réalisation de la « baseline », les constats suivants ont été relevés :

- la logique d'intervention était orientée sur les « produits » et la réalisation des infrastructures, alors qu'il convenait plutôt de mettre l'accent sur les « effets » et les « changements observables »
- les bénéficiaires du programme n'apparaissent pas dans la formulation des résultats R1, R2, R3. Si l'on se réfère aux Guidelines CTB More Results, il convenait de formuler les résultats de telle sorte à placer les bénéficiaires au centre des préoccupations et à mesurer le(s) changement(s) qui s'opère à leur niveau (évolution des pratiques, acquisition de compétences)
- il y avait redondance entre indicateurs et activités, notamment en ce qui concerne les ouvrages à construire, il convenait mieux de passer l'ensemble des « produits » sous les activités
- la grande majorité des 20 indicateurs étaient de simples dénombrements quantitatifs (nombre d'ouvrages de tel type réalisés, etc.) ; il était préférable de mixer indicateurs quantitatifs et qualitatifs
- la matrice d'intervention ne prévoyait pas d'activité visant à former des maçons, des artisans réparateurs, ou des artisans plongeurs
- la matrice d'intervention ne prévoyait aucune activité de type capitalisation des leçons apprises en fin de programme.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'eau potable réalisées dans le cadre du PHVP II					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Taux d'infrastructures AEP prévues dans le programme effectivement construites au terme du programme	0 %	-	-	-	80 %
Taux de panne des ouvrages AEP (PNAEPA)	17,6 %	-	-	-	14 %
Taux de satisfaction des ménages par rapport aux Infrastructures AEP	Enquête ménage	-	-	-	-
Nombre d'artisans réparateurs + artisans plongeurs formés et équipés	0	-	-	-	20

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Réalisation des études APS/APD/DAO pour les ouvrages AEP et suivi/contrôle des travaux		X		
Infrastructures d'approvisionnement en eau potable (construction et réhabilitation)		X		
Amélioration de la maintenance des ouvrages d'AEP		X		

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés car le programme est toujours en phase de démarrage et l'équipe n'est effective et complète que depuis le 15 novembre 2013.

¹ A: Les activités sont en avance
 B: Les activités sont dans les délais
 C: Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D: Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'assainissement réalisées dans le cadre du PHVP II					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Taux d'infrastructures latrines prévues dans le programme effectivement construites au terme du programme	0 %	-	-	-	80 %
Nombre d'écoliers (dont les filles) affirmant utiliser régulièrement les latrines de l'école	Enquête ménage	-	-	-	-
Nombre ménages affirmant avoir définitivement abandonné la défécation à l'air libre	Enquête ménage	-	-	-	-

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ²	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Construction de latrines familiales		X		
Etude et supervision des travaux		X		
Construction de latrines publiques		X		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés car le programme est toujours en phase de démarrage et l'équipe n'est effective et complète que depuis le 15 novembre 2013.

² A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les capacités des acteurs institutionnels régionaux et locaux sont renforcées					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Nombre de comités de gestion de point d'eau (CGPE) et Comité Villageois de salubrité (CVS) mis en place ont adopté le "Guide National du service public de l'eau"	0 %	-	-	-	75 %
Nombre de sessions de formations organisées à destinations des acteurs institutionnels	0	-	-	-	4
Nombre de transmissions de données pour l'actualisation de la base de données régionale (et éventuellement nationale)	0	-	-	-	4

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ³	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Équipement et matériel pour les communes, DDH et DRH		X		
Construction d'une DDH pour le département de Tibiri		X		
Appui à la formation du personnel DRH et DDH		X		
Appui à la formation d'autres acteurs		X		

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés car le programme est toujours en phase de démarrage et l'équipe n'est effective et complète que depuis le 15 novembre 2013.

³ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales adoptent des comportements appropriés en matière de gestion de l'eau et de pratiques d'hygiène					
Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Pourcentage des ménages transportant et conservant l'eau de boisson dans des conditions hygiéniques	Enquête ménage	-	-	-	A définir
Dans les villages équipés de point d'eau moderne fonctionnel (PC, forage PMH, mini AEP), nombre de ménages affirmant ne plus boire l'eau des puits traditionnels comme boisson	Enquête ménage	-	-	-	A définir
Pourcentage de ménages et élèves affirmant se laver tous les jours les mains à l'eau potable et avec du savon avant de manger et après défécation	Enquête ménage	-	-	-	A définir
Les latrines publiques sont aussi bien utilisées par les hommes que femmes que les enfants	Enquête ménage	-	-	-	A définir

2.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Ingénierie sociale et accompagnement		X		
Enquêtes dans les ménages et dans les écoles		X		

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés car le programme est toujours en phase de démarrage et l'équipe n'est effective et complète que depuis le 15 novembre 2013.

⁴ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.7 Performance de l'output 5

2.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Les leçons apprises sont capitalisées et le dispositif de suivi évaluation est mis en œuvre					
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Valeur année N-1	Valeur année N	Cible année N	Cible finale
Nombre de thèmes capitalisés au terme du programme	0	0	0	0	3
La stratégie post programme est élaborée (à l'issue de l'atelier de sortie)	0	0	0	0	1

2.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Capitalisation des leçons apprises				
Mise en place du suivi/évaluation				

2.7.3 Analyse des progrès réalisés

Il n'est pas possible pour le moment d'analyser les progrès réalisés car le programme est toujours en phase de démarrage et l'équipe n'est effective et complète que depuis le 15 novembre 2013.

⁵ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.8 Thèmes transversaux

2.8.1 Genre

Le choix des indicateurs prend en compte le genre. Quatre indicateurs sont formulés de telle sorte à focaliser sur des groupes cibles tels que les femmes, les enfants (écoliers et écolières), les populations du Nord se déplaçant dans les zones pastorales.

2.8.2 Environnement

En matière d'environnement, une étude d'impact environnemental est prévue dans le cadre du PHVP II au démarrage du programme, réalisée par l'ingénieur conseil recruté pour les études techniques AEP.

2.8.3 Economie sociale et solidaire

Un indicateur reflétant le nombre d'emplois créés par le PHVP II a été proposé, puis retenu. Cet indicateur vise à déterminer le nombre d'emplois directs et indirects ayant été créés par le programme, dont le nombre d'emplois pérennes qui seront maintenus à l'issue du programme.

2.9 Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Situation sécuritaire dans le pays	Depuis les événements au Mali de janvier 2013	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	S'informer régulièrement sur la situation au niveau de la Représentation	Responsable National Co-Responsable	Continu		En cours
Instabilité institutionnelle	Depuis remaniement ministériel d'octobre 2013	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Cadre de dialogue politique existant. Contact fréquent avec les autorités	Direction du Programme	Continu		En cours
Manque de transparence dans le processus de passation des marchés publics	A chaque passation de marché public	JUR	Medium	Medium	Medium Risk	Présence et vigilance de l'UGP dans les commissions MP	UGP/Ministère Bureau d'études et de contrôle	Continu		En cours
Capacités des prestataires – non-respect des normes de construction – volatilité des prix	Au cours des travaux	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Présence et vigilance de l'UGP lors des missions de suivi sur le terrain Mission de contrôle des travaux	UGP/Ministère Bureau d'études et de contrôle	Continu		En cours
Pénurie d'entreprises travaux / forages /maçons pour la construction des latrines familiales	Préparation du des marchés publics	OPS	LOW	Medium	Low Risk	Bonne préparation des marchés publics Concertation avec les autres PTF pour ajuster le calendrier d'exécution des travaux	UGP/Ministère			En cours
Mise à disposition des terrains (foncier)	Au début du projet (une fois les études APD/DAO réalisées)	OPS	Low	Medium	Low Risk	Soutien des communes dans les procédures d'acquisition éventuelle des terrains nécessaires	Ministère/communes			En cours
Le cadre du personnel des DRH et DDH est complété par le MH	Tout au long du programme	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Acceptation	UGP/Ministère			En cours
Les bénéficiaires (population) ne paient pas pour le service AEP	Une fois les ouvrages réalisés et mis en exploitation	DEV	Low	Medium	Low Risk	Bonne exécution de l'IEC Orienter les activités IEC sur des thèmes utiles et ciblés vers la gestion de l'eau	UGP/Ministère/communes/ ONG			En cours

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

Le consultant, qui a effectué la « baseline » et la mise en place du suivi-évaluation, a émis, après la tenue de plusieurs ateliers d'échange et de travail avec les différents partenaires du programme (tant au niveau national que régional), les recommandations suivantes :

- la logique d'intervention du programme est orientée sur les « produits » et la réalisation des infrastructures alors qu'il convient plutôt de mettre l'accent sur les « effets » et les « changements observables »
- le budget doit être retravaillé pour rééquilibrer davantage les activités « soft » par rapport aux activités « hard » et en incluant le coût de la mise en œuvre du système de suivi & évaluation

Ces recommandations ont eu un impact sur le cadre logique qui a été adapté et cette adaptation a entraîné des ajustements budgétaires qui doivent encore être validés par la prochaine SMCL qui se tiendra dans le courant du mois de février 2014.

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Modification budgétaire	SMCL	Q1 - 2014
Validation du nouveau cadre logique	SMCL	Q1 - 2014

3.3 Enseignements tirés

RAS

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D

1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?

A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.

1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?

A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.

C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			

C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?

A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
---	---

	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

DECISION		SUIVI			SUIVI				
N°	Décision SMCL 0 du 21 Juin 2013	Periode d'identification (mm-aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Status
1	Présentation des arrêtés ministériels de désignation des deux points focaux (Eau potable & Hygiène et Assainissement) et les lettres d'entente correspondantes à la CTB par le MH/A	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Sortie des arrêtés ministériels de désignation des deux points focaux (Eau potable & Hygiène et Assainissement) et les lettres d'entente correspondantes à la CTB par le MH/A	MH/A	28/06/2013	Réalisé/ arrêté 00150/MH/E/DGH/DRH du 10 juillet 2013	CLOSED
2	Prise en compte des amendements apportés au Règlement d'Ordre Intérieur de la SMCL	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Intégrer des amendements apportés dans le Règlement d'Ordre Intérieur de la SMCL	MH/A /CTB	28/06/2013	Réalisé	CLOSED
3	Elaboration du Manuel de Procédures du Programme	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Elaborer un Manuel de Procédures pour la mise en oeuvre du Programme	Responsable National /PHVP	30/09/2013	Manuel élaboré mais n'est plus d'actualité compte tenu du nouveau guide de mise en oeuvre	ONGOING
4	Mise à disposition de 3 bureaux par la DRH au PHVP	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Mettre à la disposition de l'UGP 3 bureaux dès début juillet et les bureaux complémentaires en fin juillet	DRH	01/07/2013	Partiellement réalisé	ONGOING
5	Elaboration d'un plan pour l'ensemble des activités et acquisitions pour la ligne budgétaire A0301 ????	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Elaborer un plan pour l'ensemble des activités et acquisitions de la ligne budgétaire A0301	Responsable National /PHVP2		Non réalisé	OPEN
6	Prise de service Responsable Suivi-Evaluation 01/09/2013, Recrutement du RAF et secrétaire caissier	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Etablir un certificat de prise de service et relancer le recrutement de la secrétaire et du RAF	MH/A /CTB		Réalisé sauf pour le RAF mais en cours	ONGOING
7	Programmation et modifications budgétaires	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Apporter des modifications budgétaires	SMCL/CTB	21/06/2013	Réalisé	CLOSED
8	Date de démarrage du Programme est fixée pour le 1er juillet 2013	Juin-13	PV SMCL 0	Membres SMCL	Déterminer la date de démarrage du Programme	MH/A /CTB	01/07/2013	Réalisé	CLOSED

4.3 Cadre logique mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèses
OG	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables de la région de Dosso en appuyant le gouvernement du Niger dans la mise en œuvre de sa politique en matière d'eau et d'assainissement			La situation sécuritaire du Niger ne se dégrade pas Pas d'instabilité politique
OS	Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri bénéficient d'un accès accru aux infrastructures de base d'alimentation en eau potable villageoise et pastorale, d'hygiène et d'assainissement	<ol style="list-style-type: none"> 1. Taux d'accès Théorique (PNAEPA) 2. Taux de couverture géographique (PNAEPA) 3. Taux d'accès à l'assainissement individuel 4. Pour les femmes, diminution de la pénibilité de la corvée d'eau 5. Diminution du taux de maladies d'origine hydrique (indicateur Ministère de la Santé) 6. Nombre d'ouvrages réalisés dans des conditions difficiles (dont puits pastoraux dans le Nord) 7. Nombre d'emplois créés par l'intermédiaire du programme (dont emplois strictement liés au programme, et emplois pérennisés) 	<p>Rapport annuel MHA</p> <p>Rapport annuel MHA</p> <p>Rapport prestataire IEC</p> <p>Enquête ménage</p> <p>District Sanitaire du département</p> <p>Rapport annuel DRH / UGP</p> <p>Rapport ingénieur conseil contrôle de travaux</p> <p>Rapport de formation prestataire IEC UGP</p>	La situation sécuritaire du Niger ne se dégrade pas Pas d'instabilité politique
R1	Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'eau potable réalisées dans le cadre du PHVP II	<ol style="list-style-type: none"> 8. Taux d'infrastructures AEP prévues dans le programme effectivement construites au terme du programme 9. Taux de panne des ouvrages AEP (PNAEPA) 10. Taux de satisfaction des ménages par rapport aux infrastructures AEP 11. Nombre d'artisans réparateurs + artisans plongeurs formés et équipés 	<p>Rapport Trimestriel UGP</p> <p>Rapport annuel MHA</p> <p>Enquête ménage</p> <p>Rapport des sessions de formation</p>	<p>Pas de corruption lors de la passation des marchés publics de travaux</p> <p>Pas de pénurie d'entreprises de travaux capables de réaliser les travaux de forage</p> <p>Pas de pénurie de candidats pour les postes AR et AP</p> <p>Les emprises foncières sont libres pour les ouvrages</p>
R2	Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales utilisent de façon durable les infrastructures d'assainissement réalisées dans le cadre du PHVP II	<ol style="list-style-type: none"> 12. Taux d'infrastructures latrines prévues dans le programme effectivement construites au terme du programme 13. Nombre d'écoliers (dont les filles) affirmant utiliser régulièrement les 	<p>Rapport Trimestriel UGP</p> <p>Enquête ménage</p>	<p>Pas de corruption lors de la passation des marchés publics de travaux</p> <p>Pas de pénurie d'entreprises de travaux capables de réaliser les travaux de latrines publiques</p>

		14. latrines de l'école Nombre ménages affirmant avoir définitivement abandonné la défécation à l'air libre	Enquête ménage	Pas de pénurie de maçons pour la construction des latrines familiales Les emprises foncières sont libres pour les ouvrages
R3	Les capacités des acteurs institutionnels régionaux et locaux sont renforcées	15. Nombre de comités de gestion de point d'eau (CGPE) et Comité Villageois de salubrité (CVS) mis en place ont adopté le "Guide National du service public de l'eau" 16. Nombre de cessions de formations organisées à destinations des acteurs institutionnels 17. Nombre de transmissions de données pour l'actualisation de la base de données régionale (et éventuellement nationale)	Rapport Annuel UGP Rapport des cessions de formation Rapport Annuel UGP	Les agents municipaux impliqués restent en place L'implication des acteurs institutionnels locaux est totale
R4	Les populations des départements de Dogondoutchi et Tibiri des villages et des zones pastorales adoptent des comportements appropriés en matière de gestion de l'eau et de pratiques d'hygiène	18. Pourcentage des ménages transportant et conservant l'eau de boisson dans des conditions hygiéniques 19. Dans les villages équipés de point d'eau moderne fonctionnel (PC, forage PMH, mini AEP), nombre de ménages affirmant ne plus boire l'eau des puits traditionnels comme boisson 20. Pourcentage de ménages et élèves affirmant se laver tous les jours les mains à l'eau potable et avec du savon avant de manger et après défécation 21. Les latrines publiques sont aussi bien utilisées par les hommes que femmes que les enfants	Enquête ménage Enquête ménage Enquête ménage Rapport prestataire IEC	La situation sécuritaire du Niger ne se dégrade pas Pas d'instabilité politique
R5	Les leçons apprises sont capitalisées et le dispositif de suivi évaluation est mis en œuvre	22. Nombre de thèmes capitalisés au terme du programme 23. La stratégie post programme est élaborée (à l'issue de l'atelier de sortie)	Rapport de capitalisation UGP / CTB Rapport de capitalisation UGP / CTB	

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	OUI
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	NON (en attente de validation par la SMCL)
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Septembre 2015
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Avril 2017
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	NON